

" Nous faisons face à une incompréhension au niveau de notre ambassade du Togo "

propos recueillis par Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

L'Union. Une vidéo virale circule montrant des compatriotes à l'ambassade du Gabon au Togo, pour un supposé rapatriement. Qu'en est-il ?

Alain Claude Bilie-By-Nze : Depuis ce matin (Ndlr : interview réalisée le 7 avril 2020), nous faisons face à une incompréhension au niveau de notre ambassade du Togo. Nous avons lancé, il y a quelques semaines déjà, le recensement de nos compatriotes qui se sont retrouvés bloqués à l'extérieur. C'est une situation que personne n'avait prévue. Et la décision de fermer les frontières, nous ne sommes pas le seul pays à l'appliquer. Le gouvernement a décidé, sous l'autorité du chef de l'État, d'engager des procédures pour venir en soutien à nos compatriotes qui sont à l'étranger. Pendant que nous faisons ce recensement, un certain nombre de compatriotes, identifiés au

Bénin, Togo et Ghana, ont donc été répertoriés. Nous attendons de rendre compte au gouvernement. Des décisions vont être annoncées par le Premier ministre dans les prochains jours. Entre-temps, nous apprenons, ce matin, que les compatriotes se sont rendus à l'ambassade et manifestent. Il faut indiquer qu'il s'agit d'une incompréhension. Le Gabon n'a pas affrété d'avion pour le rapatriement. Ce sont des Américains qui ont affrété un avion pour venir au Gabon récupérer leurs ressortissants. Peut-être un certain nombre de nos fonctionnaires ont-ils cru devoir tenter de saisir cette opportunité pour regagner le pays. Mais le rapatriement ne se passe pas comme ça. Il n'y a que le gouvernement qui peut décider d'un rapatriement avec le gouvernement d'accueil. Ce sont des procédures complexes qui ne s'engagent pas en quelques heures. La situation du Togo, nous la déplorons. Nous les appelons à garder le calme. Nous allons trou-

ver une solution pour les aider à tenir, le temps qu'il faudra. **Récemment, vous avez fait état d'une assistance consulaire et d'une aide financière. Ces mesures sont-elles déjà effectives ?** Ces mesures ne sont pas encore effectives. La partie consulaire est en cours de traitement, parce qu'elle relève de procédures. Je vous indiquais que nous avons initié un recensement. Lorsqu'on a terminé le recensement, on était à 433 compatriotes. Il s'est trouvé que d'autres compatriotes retardataires se sont ajoutés. Nous avons déjà dépassé la barre des 500 dans, désormais, 19 pays. Au fur et à mesure, la situation évolue. Là aussi, que nos compatriotes comprennent que les procédures financières ne sont pas simples d'autant qu'on fait face à une situation que personne n'avait prévue. S'il existait un fonds de secours, on aurait pu s'adresser directement dedans. Là, il s'agit de mobiliser la ressource. Je ne vais pas m'avancer sur les



Photo: DR

Pour Alain Claude Bilie-By-Nze, la situation du Togo relève d'une incompréhension.

chiffres, mais on est quand même à plusieurs centaines de millions de francs CFA qui sont déjà aujourd'hui évalués. Il faudra les mobiliser pour venir en soutien à ces compatriotes.

Votre mot à l'endroit des Gabonais coincés à l'étranger.

C'est un mot qui ne vient pas de moi, mais du chef de l'État, S.E Ali Bongo Ondimba, qui a indiqué que nous allons accompagner tous

nos compatriotes, où qu'ils soient. Nous les accompagnerons dans la limite des possibilités de l'État gabonais, qui a des difficultés. Malgré cela, il s'emploie à soutenir ses ressortissants à l'étranger. Ce qui n'est pas toujours le cas dans de nombreux États africains. Nous tentons de le faire. Qu'on nous laisse le temps de nous organiser pour réagir.

Les difficultés des comités Covid-19 présentées au Premier ministre

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Le fonctionnement des Comités technique et scientifique du Covid-19 au Gabon a été passé en revue hier par le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale. En clair, les responsables de ces entités ont exposé au patron de l'administration gabonaise les difficultés auxquelles ils sont confrontés dans l'accomplissement de leurs missions liées à la riposte contre le Covid-19. Toutes choses susceptibles, selon eux, de retarder la mise en place de leurs différentes stratégies.

A en croire le chef du département de la Santé, certaines préoccupations ont trouvé des réponses séance tenante. No-

tamment pour ce qui est du Comité scientifique qui, dit-il, manquait de site d'équipements immobiliers. A cet effet, un local devant servir de siège leur a été attribué dans un bâtiment à proximité de la Chambre de commerce de Libreville (lire ci-contre). Par ailleurs, par rapport à l'évolution de cette pandémie au Gabon, Max Limoukou a exhorté la population à continuer à respecter les gestes barrières. Nous espérons que, a-t-il indiqué, "assez rapidement, avec les nouvelles mesures qui vont être prises, il y aura une prise de conscience des populations. Il n'y a pas de miracle à cela." S'agissant de l'analyse de prélèvements venant de Sao-Tomé par le Centre international de recherches médicales

de Franceville (Cirmf) et le Centre de recherches médicales de Lambaréné (Cermel), le ministre de la Santé a souligné que cette coopération est à mettre au compte de la solidarité entre États de la sous-région de l'Afrique centrale. Rappelons que le Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre le Covid-19 a annoncé trois nouveaux cas testés positifs mardi, ce qui porte désormais le nombre au Gabon à un total de 33 cas dont un décès et une guérison. Il est cependant à craindre qu'une faible prise de conscience de la population des mesures barrières, et donc leur non respect par tous, fasse grimper ces chiffres dans les prochains jours.

Le PCO dans ses locaux

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

La lutte contre cet ennemi invisible qu'est le coronavirus exige la mise en place d'un dispositif sanitaire efficient. C'est la mission du Poste de commandement opérationnel (PCO) de la coordination technique du Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus, qui a été installé hier dans ses locaux jouxtant la Chambre de commerce de Libreville.

Composé de sous-commissions techniques nationales, le PCO compte, précisément, la surveillance épidémiologique, un laboratoire qui travaille en étroite relation avec les laboratoires retenus pour les analyses

médicales des cas suspects, la prise en charge, l'eau et l'hygiène d'assainissement, la logistique, la communication de risques. Tous ces sous-comités travaillent de concert avec le Copil dont le responsable est le Premier ministre. Chaque service rattaché au PCO a des responsabilités spécifiques. La surveillance épidémiologique, pour sa part, est chargée du suivi des cas contacts. Dans leurs missions, des équipes sont envoyées sur le terrain, et suivent tous les cas contacts. Il y a aussi le volet d'investigation, qui obéit à un calendrier en fonction des alertes données. Notons que le PCO dispose également d'une sous-commission provinciale.